

chent à nous aider à résoudre nos problèmes. Combien plus nos Canadiens français pourraient diriger la lutte en vue de nous gagner l'amitié et d'assurer le développement du monde latino-américain. Dans ces pays d'Amérique latine, la situation est grave et empire constamment. A mon sens, le gouvernement manquerait gravement à son devoir s'il ne faisait davantage pour favoriser l'établissement de relations avec l'Amérique latine immédiatement et non dans un jour à venir.

Je pense qu'il faut ensuite tourner nos pensées vers le Commonwealth. Je félicite le ministre des mesures qu'il a prises pour faire ressortir l'importance de cet organisme au Conseil de sécurité des Nations Unies. Je veux me joindre aux autres qui ont parlé de la valeur du Commonwealth à notre époque. Je ne pense pas que le Commonwealth des Nations soit une organisation à placer dans la même catégorie que l'Empire britannique, car si cette communauté de nations, qu'aucun traité ni lien officiel ne lie entre elles, mais qui dispose pourtant d'un plus grand fondement de compréhension et d'unité que tout autre groupe de nations, pouvait se lancer à fond de train dans le domaine de l'économie et des relations amicales, elle aurait un rôle considérable à jouer dans notre monde actuel.

Nous vivons à l'époque des machines et des organisations mécanisées. Nombre de nos organismes internationaux, comme les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, reflètent cet état de choses. Souvent, nous oublions le pouvoir de quelque chose qui n'est pas une mécanique ou une organisation, le pouvoir de ce qui est vivant. Nous oublions qu'un trottoir de ciment peut non seulement être percé par une foreuse pneumatique, mais encore fendu et craquelé par un champignon qui pousserait par en dessous. C'est pour cela sans doute que nous semblons perdus à l'heure actuelle et que nous ne savons pas comment organiser le Commonwealth afin d'obtenir des résultats fructueux.

Cependant, n'oublions pas que le Commonwealth est déjà un organisme vivant et n'a pas besoin d'être organisé. Ce qu'il faut faire, c'est lui assigner une tâche. L'expérience des guerres a prouvé qu'il lui suffit de connaître la tâche dont il est chargé pour que chacune de ses parties composantes joue le rôle qui lui revient dans le grand ensemble. J'ai fait le tour de presque tous les pays du Commonwealth et j'ai éprouvé la force de ce lien d'affection et de compréhension qui les lie et qu'il est fort difficile d'exprimer. Mais c'est là ce qui fait sans doute le plus clair de notre puissance. Le Commonwealth englobe 700 millions d'âmes. L'ensemble de ces régions

industrialisées ou en voie de développement représente, d'une part, l'une des plus grandes sources de productivité et des objets dont les gens ont besoin pour vivre et, d'autre part, l'une des régions du monde les plus riches en débouchés. C'est pourquoi je propose que nous faisons usage du Commonwealth dans ces domaines. Nous n'avons pas besoin de conférences compliquées; il suffit que les nations du Commonwealth pensent et agissent de concert en ce qui concerne les problèmes de l'ignorance, de la pauvreté, de la faim et de la maladie qui accablent les nations en voie de développement. Il nous faut aussi peut-être, d'un commun accord, répartir les diverses sphères de responsabilité entre les nations du Commonwealth en ce qui concerne l'aide à l'étranger.

Pour cela cependant, il nous faut, dit-on, des fonds, car pas d'échanges commerciaux sans capitaux. Imaginons dans un enclos cent têtes de bétail qui n'ont pas d'endroit où brouter; de l'autre côté du chemin, il y a un champ où l'herbe est belle et tendre, mais où il n'y a pas de bétail. Sans doute, les deux cultivateurs ne prendraient-ils pas longtemps pour conclure un accord dont ils profiteraient tous deux. Une politique semblable peut s'appliquer à notre Commonwealth. Cette formule pourrait s'étendre ensuite à d'autres nations amies. En effet, notre Commonwealth a pour pierre angulaire l'amitié, la sympathie et une forme démocratique de gouvernement dans la plupart de ses pays. Tout cela pousserait les membres du Commonwealth à englober d'autres nations amicales dont l'histoire et les traditions seraient comparables aux leurs, une fois que la formule prouverait son efficacité. Je suis persuadé qu'entre nous, nous pouvons mettre au point un programme commun d'aide économique mutuelle et d'échanges, grâce auquel nous supprimerions beaucoup d'obstacles aux échanges entre nations du Commonwealth, et nous procurerions réciproquement les marchandises et les services dont nous avons besoin.

Au cours de la conférence d'Ottawa de 1932, on a jeté les fondements des accords du tarif de préférence, principe qui a fait du Commonwealth une vaste entité commerciale. J'estime qu'en 1963, Ottawa pourrait avoir des choses utiles à dire en ce qui concerne les accords d'échanges internationaux et la fourniture de matières premières entre les pays membres. Il ne saurait y avoir de plus belle initiative pour le secrétaire d'État que de réunir à Ottawa une nouvelle conférence du Commonwealth. On démontrerait ainsi que le Commonwealth peut être une puissance internationale qui n'exclurait pas les autres États mais montrerait la voie au reste du monde. Des considérations purement écono-